

Nouvelles ruralités, agroécologie, souveraineté alimentaire : vers des alternatives de développement ?

Laurence ROUDART¹

Depuis les années 2000, le secteur agricole est redevenu un thème central des débats sur le développement. Selon la pensée dominante, libérale et « modernisatrice », la paysannerie est vouée à disparaître. Mais, depuis les années 1990, des agriculteurs familiaux toujours plus nombreux se revendiquent comme acteurs de trajectoires alternatives de développement agricole et rural, en collaboration avec d'autres acteurs citoyens, parmi lesquels des chercheurs engagés. Ces mouvements n'ont pas encore abouti à un projet politique largement fédérateur. Un défi sera d'articuler des initiatives portées par des communautés locales et de nouvelles politiques publiques visant un développement agricole durable.

Mots clés : paysannerie, crise agraire, mouvements agraires, développement territorial, politiques publiques, recherche engagée.

Classification JEL : B59, O13, Q01, Q18, Z13

New ruralities, agroecology, food sovereignty: Towards development alternatives? Introduction

Since the 2000s, the agricultural sector has once again become a central theme of development debates. According to the dominant, liberal, and "modernizing" thinking, the peasantry is doomed to disappear. But, since the 1990s, more and more family farmers claim to be actors of alternative trajectories of agricultural and rural development, in collaboration with other concerned citizens, including engaged researchers. These movements have not yet resulted in a broadly unifying political project. A key challenge will be to link up initiatives promoted by local communities and new public policies aimed at sustainable agricultural development.

Keywords: Peasantry, agrarian crisis, agrarian movements, territorial development, public policies, engaged research.

¹ Université libre de Bruxelles, Centre d'études de la coopération internationale et du développement (CECID). Laurence.Roudart@ulb.ac.be

Ce dossier thématique de *Mondes en développement* fait suite au colloque international *Agricultures, ruralités et développement* qui s'est tenu à l'Université libre de Bruxelles (ULB) en mai 2017. Ce colloque était co-organisé par l'Association Tiers-Monde (ATM) et par le Centre d'études de la coopération internationale et du développement (CECID), une unité de recherche de l'Institut de sociologie (IS), qui est lui-même un centre de recherche de la Faculté de philosophie et sciences sociales de l'ULB. L'objectif général de ce colloque était de faire le point sur les débats théoriques et professionnels, depuis les années 2000, en matière de développement agricole et rural, de sécurité alimentaire, et de leurs relations réciproques avec le développement général.

En effet, au cours de ces années, après plus de deux décennies de négligence par les politiques publiques nationales et par les politiques de coopération internationale, le secteur agricole est redevenu un thème central des débats sur le développement. Lors du colloque à l'ULB, plusieurs thèmes ont fait l'objet de communications relativement nombreuses et de débats nourris : commerce international des produits agricoles et développement ; changement climatique et dynamiques agraires ; microfinance et autres formes d'accès au crédit en milieu rural ; accès à la terre et dépossessions foncières ; circuits courts, autres alternatives alimentaires et développement territorial ; critique du modèle orthodoxe de développement et construction de voies alternatives de développement agricole et rural. Ce dossier de *Mondes en développement* est consacré à ce dernier thème, et le présent article introductif met en perspective les autres articles de ce numéro en abordant successivement les interprétations orthodoxes et hétérodoxes de la crise agraire contemporaine, l'importance économique et sociale des agricultures familiales du monde, les relations entre développement agricole et démographie, les mouvements agraires et l'élan vers des alternatives telles que les nouvelles ruralités, l'agroécologie et la souveraineté alimentaire. Cette introduction aborde aussi la question de la responsabilité des chercheurs, et les rôles possibles des communautés locales et des États dans la construction de nouvelles voies de développement agricole et rural.

Crise agraire, interprétations orthodoxes ou hétérodoxes

L'appel à communications au colloque *Agricultures, ruralités et développement* rappelait la crise agraire massive qui sévit dans les mondes ruraux aujourd'hui et faisait référence à deux publications célèbres, dont les analyses de cette crise sont très contrastées : le Rapport sur le développement dans le monde 2008 de la Banque mondiale, et le rapport de l'Évaluation internationale des sciences et techniques agricoles au service du développement (EISTAD), plus connu sous son nom en anglais *International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development*. L'existence de la crise fait consensus. D'après les statistiques publiées par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et par le Fonds international de développement agricole

(FIDA), près des trois quarts des pauvres du monde vivent en milieu rural ; les revenus de la plupart d'entre eux dépendent de l'agriculture, et ils sont d'autant plus pauvres que leurs revenus sont plus dépendants de cette activité ; environ 70% des personnes sous-alimentées dans le monde sont des agriculteurs ou des membres de leurs familles.

Le Rapport sur le développement dans le monde 2008, intitulé *L'agriculture au service du développement*, était le deuxième rapport consacré à ce sujet en trente ans d'existence de cette publication annuelle. Il avait comme originalité, pour un document estampillé par la Banque mondiale, de reconnaître l'importance économique et sociale des petits producteurs agricoles (*smallholder farmers*, dans la version originale en anglais) à travers le monde. Mais, de manière plus orthodoxe, il envisageait quatre voies de sortie de la pauvreté pour ces petits producteurs : 1) accroître la productivité et la compétitivité, surtout dans les pays basés sur l'agriculture ; 2) devenir ouvrier salarié dans une grande exploitation agricole fournissant des marchés alimentaires modernes ; 3) devenir salarié dans l'économie rurale non agricole ou monter à sa propre entreprise ; 4) émigrer, en ville ou à l'étranger. Autrement dit, dans trois cas sur quatre, il s'agissait pour eux de quitter le secteur agricole ou d'abandonner leur activité en tant que producteur indépendant. Et, de manière très orthodoxe, ce rapport préconisait de poursuivre la libéralisation du commerce international et des prix agricoles, et d'améliorer le fonctionnement des marchés agricoles (Mazoyer, Roudart, Mayaki, 2008).

Cette vision libérale et modernisatrice était inspirée, notamment, par l'expérience de la transformation structurelle des économies des pays développés, et par celle des pays asiatiques ayant mis en œuvre la révolution verte : baisse de la part de l'agriculture dans l'emploi et dans le PIB en contrepartie d'une augmentation des parts de l'industrie et des services, exode rural et urbanisation, transition démographique (Timmer, 2009). Cette vision était inspirée aussi par le modèle de la deuxième révolution agricole des Temps modernes, concomitante de la deuxième révolution industrielle, qui avait commencé dans l'entre-deux-guerres en Amérique du Nord et qui s'est étendue à l'ensemble des pays industrialisés développés et à certains secteurs des pays en développement depuis la seconde moitié du 20^e siècle. Cette révolution agricole est caractérisée par l'usage de tracteurs et de machines puissantes pour accroître la productivité du travail, d'engrais minéraux et d'aliments concentrés pour accroître les rendements des productions végétales et animales, de produits de traitement phytosanitaires et zoopharmaceutiques pour réduire les pertes dues aux maladies et aux ravageurs, de variétés de plantes et de races d'animaux sélectionnées génétiquement, à haut rendement potentiel. Cette révolution agricole est marquée, de plus, par la spécialisation des fermes dans une ou quelques productions les plus rentables, ce qui a été rendu possible par l'évolution des moyens de transport, de conservation, de transformation et de distribution, de plus en plus puissants et efficaces. La révolution verte, qui fut promue dans tout un ensemble de pays asiatiques (Inde, Indonésie, Thaïlande, Philippines, Pakistan...) à partir du milieu des années 1960, est une version de

cette révolution agricole adaptée aux conditions particulières des agricultures asiatiques, à savoir une population agricole extrêmement nombreuse, très dense, travaillant dans une multitude de très petites exploitations : en effet, la révolution verte est dépourvue de grande motorisation-mécanisation, les agriculteurs qui l'ont adoptée ont continué de travailler largement avec des outils manuels et avec des outils attelés à des animaux pour certaines opérations (travail du sol), même si l'usage de petits motoculteurs s'est répandu peu à peu. En dehors de cette différence majeure, la révolution verte partage les autres traits de la révolution agricole contemporaine : usage intensif d'intrants dont certains sont issus d'industries chimiques, sélection génétique, spécialisation des exploitations dans quelques productions avantageuses. Le développement de ces révolutions agricoles a été soutenu par des politiques publiques productivistes, très volontaristes (Mazoyer, Roudart, 2002).

Contrairement au rapport de la Banque mondiale, le rapport de l'EISTAD, publié en version électronique en 2008 également, remettait fortement en cause ce modèle de développement agricole. Intitulé *Agriculture at a Crossroads*, ce rapport avait mobilisé quelque 900 personnes à travers le monde, représentant les gouvernements de 110 pays, ainsi que des institutions de recherche agricole, des organisations de la société civile et des industries agroalimentaires. Il dénonçait les dommages sociaux et environnementaux causés par ce type d'agriculture, et donc sa non-durabilité. Et il insistait sur l'urgence à changer de modèle, en mettant en avant la multifonctionnalité de l'agriculture et la nécessité de mettre en place de nouveaux systèmes de connaissances, intégrant les savoirs locaux traditionnels.

Les divergences entre ces deux rapports illustrent l'opposition entre, d'une part, la conception modernisatrice et libérale du développement agricole qui est toujours au cœur de la pensée dominante aujourd'hui et, d'autre part, des conceptions hétérodoxes. Lors du colloque à l'ULB, **Jean-Philippe Peemans**, dans sa conférence plénière intitulée « Agricultures, ruralités et paysanneries : réflexions et questions pour une économie politique critique des discours dominants sur le développement » et dont le texte constitue le premier article de ce dossier de *Mondes en développement*, a fourni une analyse historique des tenants et des aboutissants du paradigme de la modernisation agricole tel qu'il a été imposé aux paysanneries du Nord et du Sud, de 1945 à nos jours, par des coalitions d'acteurs dominants. Selon ces derniers, la paysannerie est vouée à disparaître rapidement. Ce paradigme a toujours fait l'objet d'analyses critiques et a suscité l'élaboration de modèles alternatifs, en pensée et en actes. Ces initiatives ont pris de plus en plus d'ampleur à partir des années 1990, face aux manifestations de la crise multiforme et de plus en plus aiguë sévissant dans de nombreuses régions rurales. Elles ont abouti à la structuration de plusieurs courants de pensée visant d'autres formes de développement, et à un véritable foisonnement d'actions concrètes dans de nombreux territoires du Nord et du Sud.

Des agriculteurs familiaux peu outillés, largement majoritaires

Tout d'abord, on peut observer que, contrairement aux thèses qui encourageaient la disparition des paysanneries, celles-ci sont très nombreuses dans le monde contemporain. En effet, d'après les statistiques de l'Organisation internationale du travail, la population agricole active du monde, à temps plein ou partiel, s'élève actuellement à près de 866 millions de personnes, soit 26,5% de la population active totale. En ajoutant les individus à leur charge, la population vivant au moins en partie de l'agriculture est de l'ordre de 1,7 milliard de personnes. Parmi elles, environ 75% vivent en Asie et 15% en Afrique.

La très grande majorité des agriculteurs travaillent dans des exploitations familiales. Une telle exploitation est définie comme une unité de production agricole conduite par une famille et dans laquelle tout (ou presque tout) le travail est fourni par cette famille elle-même ; il n'y a donc pas de salarié permanent. Deux autres grands types d'exploitations agricoles existent, mais ils sont très minoritaires : les exploitations *patronales* utilisent à la fois du travail familial et du travail salarié permanent, tout en étant conduites par un membre au moins de la famille ; les exploitations *entrepreneuriales*, ou *capitalistes*, emploient exclusivement de la main-d'œuvre salariée. Dans les faits, les frontières entre ces trois types sont floues, il s'agit plutôt d'un *continuum* (Bélières et al., 2014). Bien qu'il n'y ait pas véritablement de consensus sur la définition d'une exploitation paysanne, cette expression est communément employée. Dans le sens le plus courant, il s'agit d'une exploitation familiale où la plus grande partie de la production est destinée à l'autoconsommation familiale et où la plupart des intrants sont autofournis, ce qui lui confère une certaine autonomie vis-à-vis des marchés (Van der Ploeg, 2013).

À l'occasion de la proclamation par les Nations unies de l'année 2014 comme étant l'année internationale de l'agriculture familiale, plusieurs travaux ont tenté d'en apprécier l'importance économique et sociale à l'échelle mondiale. Il s'agit là d'un travail difficile, qui exige en général des recoupements entre diverses sources de données car l'exploitation familiale n'est pas une catégorie statistique dans la plupart des pays, et dont les résultats comportent des marges d'erreur (Bélières et al., 2014). Néanmoins, les ordres de grandeur obtenus montrent la forte prééminence de ces exploitations familiales : elles sont autour de 510 millions sur 570 millions d'exploitations agricoles dans le monde, soit presque 90% du total ; elles occupent entre 70% et 80% des terres agricoles, et produisent quelque 80% de la valeur des denrées alimentaires (FAO, 2014). Près des trois quarts d'entre elles disposent d'une superficie inférieure à un hectare (Bélières et al., 2014)².

² Cette estimation concerne 81 pays qui comptent 435 millions d'exploitations agricoles et 84% de la population mondiale.

De plus, d'après les anciennes statistiques de la FAO, il y a grosso modo 28 millions de tracteurs dans le monde³, soit 3% du nombre total des actifs agricoles. Et à peu près 400 millions de ces actifs, soit moins de la moitié d'entre eux, utilisent la traction animale. Autrement dit, la grande motorisation-mécanisation agricole n'a touché qu'une infime minorité des agriculteurs du monde. Et plus de la moitié d'entre eux, soit environ 460 millions de paysans, travaillent uniquement avec des outils manuels (bêche, houe, machette, faucille,...), à moins qu'ils ne louent du matériel plus performant. Parmi eux, des centaines de millions n'ont pas accès à des intrants (semences sélectionnées, engrais minéraux) qui pourraient leur permettre d'accroître leurs rendements. Le modèle orthodoxe de développement agricole, surtout dans sa version moto-mécanisée, est donc très minoritaire (Mazoyer et Roudart, 2002).

Développement agricole et démographie

Aucune réflexion sur les modèles de développement agricole ne peut faire l'économie d'une réflexion conjointe sur les tendances démographiques. D'après les projections des Nations unies (2017), la population mondiale pourrait atteindre 9,8 milliards de personnes en 2050 selon la variante moyenne, les variantes basse et haute se situant à 9,4 milliards et 10,2 milliards, respectivement. La variante moyenne suppose une baisse du taux de fertilité moyen mondial, c'est-à-dire du nombre d'enfants par femme en âge de procréer, de 2,5 en 2010-15 à 2,4 en 2025-30 et à 2 en 2095-2100 ; cela correspond à une hypothèse de forte diminution du taux de fertilité dans les pays les moins avancés, où ce taux était de 4,3 en 2010-15. Les variantes basse et haute postulent des taux de fertilité respectivement plus bas et plus élevé de 0,5 par rapport à la variante moyenne. Et la population mondiale pourrait atteindre 11,2 milliards en 2100, l'intervalle estimé allant de 9,6 milliards à 13,2 milliards d'individus.

Selon Bruno Losch (2012), *l'Afrique subsaharienne* présente deux caractéristiques démographiques qui intéressent directement la problématique du développement agricole : 1) chaque année, le nombre de jeunes adultes à la recherche de leur premier emploi augmente, il atteindra 36 millions en 2050 et continuera de s'accroître ensuite ; 2) la population rurale croît, elle pourrait augmenter de quelque 60% entre 2010 et 2050. Les débats sont intenses entre ceux qui pensent que seul le secteur agricole sera en mesure de fournir des emplois et des moyens d'existence à ces masses de population, et ceux qui pensent que leur force de travail pourra être absorbée par l'industrie et les services (Losch et al., 2012). *En Asie* aussi, le défi démographique est immense : ce continent compte plus d'un milliard de personnes dans des familles agricoles pauvres.

³ La FAO ne publie plus de statistiques sur les matériels agricoles depuis 2011, les données communiquées cette année-là portant sur l'année 2009.

L'Amérique latine, quant à elle, présente d'autres tendances démographiques, qui sont analysées par **Denis Requier-Desjardins** dans son article intitulé « Démographie, agriculture familiale et développement rural en Amérique latine. Éléments pour un débat ». Plus précisément, il étudie les conséquences de ces tendances sur la composition des ménages ruraux, en particulier celle des ménages d'exploitants agricoles familiaux : il souligne que l'absence de jeunes hommes ou femmes dans ces ménages peut être un motif de cessation de l'activité agricole, que l'exploitation soit viable économiquement ou pas. Il appelle à des analyses approfondies des liens entre évolutions démographiques et évolutions des exploitations familiales, et, plus largement, des territoires ruraux.

Nouvelles ruralités, mouvements agraires, agroécologie, souveraineté alimentaire

C'est justement en Amérique latine qu'a émergé, au cours des années 1990, un courant de pensée sur les « nouvelles ruralités », cherchant à renouveler les réflexions sur le développement rural. La littérature correspondante a mis en avant notamment la diversification des activités, agricoles et non agricoles, des ménages ruraux, ainsi que la diversification de leurs sources de revenus. Elle a fait ressortir, par ailleurs, que les phénomènes migratoires sont beaucoup plus complexes que des changements définitifs de résidence d'individus ou de familles quittant la campagne, fondamentalement dédiée à la production agricole, pour la ville vouée aux industries et aux services. Le concept de mobilité spatiale, qu'il s'agisse de mobilités ponctuelles ou récurrentes, quotidiennes ou saisonnières, temporaires ou définitives, paraît mieux adapté que l'ancien concept de migration pour saisir certaines stratégies déployées par des familles en vue de maintenir ou de sécuriser ou d'améliorer leurs moyens d'existence. Ces stratégies consistent à développer des activités variées, multilocalisées, à la fois en milieu rural et en milieu urbain, dans un seul pays ou dans plusieurs répartis sur plusieurs continents. Entre ces lieux d'activités, les ressources familiales circulent, qu'il s'agisse des membres de la famille, ou d'argent, ou de marchandises, ou d'informations, ou autre, ce qui conduit à des « systèmes familiaux multilocalisés » (Fréguin-Gresh et al., 2015). De tels réseaux familiaux ne peuvent être qualifiés ni d'urbains, ni de ruraux, ce qui ne les empêche pas d'exercer des activités agricoles et renvoie aux « paysanneries hybrides » analysées par Jean-Philippe Peemans.

La pluriactivité des agriculteurs est chose courante dans beaucoup de régions du monde, en particulier en Europe où elle est même bien présente depuis des siècles dans maintes contrées. Dans leur article intitulé « Les motivations des agriculteurs pluriactifs du Nord-Pas-de-Calais », **Clarisse Ceriani-Baillif** et **Amar Djouak** montrent que les raisons de la pluriactivité sont d'abord d'ordre économique : il s'agit, entre autres, de compléter le revenu agricole et de sécuriser le revenu total, ce qui illustre la difficulté de vivre exclusivement du métier d'agriculteur dans cette région comme dans de nombreuses autres. Pour

autant, les auteurs font ressortir que d'autres motivations interviennent dans le choix de la pluriactivité, parmi lesquelles la volonté de préserver et de transmettre le patrimoine familial agricole, l'amour du métier d'agriculteur, et le souhait d'avoir des contacts et des occupations en dehors du milieu agricole. En définitive, les combinaisons d'activités agricoles et non agricoles s'inscrivent dans des stratégies d'existence à long terme.

Une partie de la littérature sur les nouvelles ruralités cherche à proposer des trajectoires alternatives de développement, centrées sur les agricultures familiales (Kay, 2008). Dans ces analyses, la vie culturelle est souvent négligée, alors même qu'elle est une dimension fondamentale de l'existence individuelle et collective, et qu'elle contribue à expliquer les décisions de migrer, ou non. Dans son article intitulé « Culture et loisirs dans l'agriculture familiale : pratiques de jeunes ruraux sud-brésiliens », **Hélène Chauveau** éclaire cette dimension. Elle analyse les discours et les pratiques de plusieurs personnes jeunes, membres de familles agricoles, qui ont choisi de vivre en milieu rural dans le Sud du Brésil et d'y porter des initiatives culturelles. Leurs motivations pour cela sont variées, mais la valeur qu'ils attachent à ces pratiques contribue de manière significative à la valeur qu'ils attachent à leur mode de vie.

Parmi les perspectives sur les nouvelles ruralités, les approches dites « communautaires » cherchent à construire des formes de développement en véritable rupture avec le modèle dominant. Dans leur article intitulé « Agroécologie politique et nouvelle ruralité communautaire : quelles complémentarités ? L'expérience du Nicaragua », **Renaud Metereau** et **Catherine Figuière** expliquent que ces approches mettent en avant des « formes localisées de coopération », « la gestion des agroécosystèmes et du patrimoine naturel » et, citant Barkin (2006, 2), le « renforcement de trois piliers fondamentaux : autonomie, autosuffisance et diversification productive ». Ils montrent que ces approches sont convergentes avec l'agroécologie politique, qui se veut porteuse également d'un modèle de développement rural alternatif promouvant la multifonctionnalité des activités agricoles, le contrôle par les communautés rurales de leurs approvisionnements en aliments et en énergie, le choix par ces communautés de techniques appropriées à leur contexte socio-écologique et tenant compte des savoirs et savoir-faire paysans, ainsi que la proximité territoriale entre producteurs et consommateurs. À partir d'un travail d'enquêtes auprès de paysans et de paysannes participant au mouvement coopératif au Nicaragua, Renaud Metereau et Catherine Figuière font ressortir que les motivations de cette participation sont d'ordre économique mais aussi d'ordre socio-politique, reflétant des préoccupations liées au développement communautaire, à l'environnement et aux questions de genre.

Dans sa conférence plénière lors du colloque *Agricultures, ruralités et développement*, Saturnino Borrás a insisté sur l'importance des mouvements agraires contemporains, qui se sont multipliés depuis les années 1990, indépendamment des partis politiques. Beaucoup d'entre eux se sont constitués en réaction au néolibéralisme, aux crises multiples qui affectent les milieux agricoles et ruraux, aux dépossessions de terres et d'autres ressources subies par de nombreuses

communautés au nom de l'efficacité économique ou de la préservation de l'environnement. Et beaucoup d'entre eux portent des idées en faveur de la justice sociale. En prenant appui sur les nouvelles techniques d'information et de communication, ces mouvements ont entamé un processus de transnationalisation, et d'alliances avec d'autres mouvements promouvant la justice environnementale, climatique en particulier, ainsi que la justice ou la souveraineté alimentaire.

Les mouvements agraires sont très diversifiés, ils poursuivent des objectifs variés, avec des méthodes d'action et à des échelles d'espace et de temps différentes. Cette dispersion n'est pas favorable à l'élaboration d'un projet politique alternatif largement fédérateur, alliant la réflexion et l'action. Cependant, selon Saturnino Borrás, l'agroécologie peut être un thème rassembleur pour nombre de ces mouvements. Et l'idée de souveraineté alimentaire, en dépit de ses limites et de ses contradictions, peut leur servir d'appui pour construire, en lien avec une communauté plus large, un projet de système agricole et alimentaire alternatif, dans lequel l'accès à la terre et aux autres ressources serait régulé de manière véritablement démocratique. Il s'agit là d'un défi fondamental, à relever.

La responsabilité des chercheurs

Pour contribuer à l'élaboration d'un tel projet, Saturnino Borrás travaille à la constitution d'un mouvement de chercheurs militants (*scholar activists*), que ces chercheurs soient basés dans le milieu académique, ou dans des organisations de recherche non universitaires, ou encore dans des mouvements sociaux. Il définit les chercheurs militants comme des professionnels engagés, qui conduisent des recherches tout à la fois rigoureuses sur le plan scientifique et visant à changer le monde, en adhérant de manière explicite mais non apologétique à un projet politique ou à un mouvement orienté vers la justice sociale. Ces deux types d'engagement, vis-à-vis de la rigueur scientifique et de la rigueur politique, peuvent être sources de contradictions, mais également de synergies. Ainsi, l'objectif de publier dans des revues à facteurs d'impact élevés peut être difficilement compatible avec celui de produire des changements dans le monde réel. Cela étant, l'impact social des recherches est un critère qui prend de l'importance dans l'évaluation des chercheurs. Et l'accès à un mouvement social, voire la participation à ses instances de décision, est une source d'informations particulièrement originales, qui peuvent être valorisées dans le monde académique.

Selon Saturnino Borrás, les paysans pauvres ont besoin d'alliés pour interpréter leurs conditions de vie et les changer dans le sens d'une émancipation. Les chercheurs militants peuvent contribuer à cette grande ambition en nouant avec les mouvements agraires de véritables partenariats, sur la base de valeurs et d'intérêts partagés, d'une vision commune du monde tel qu'il est et tel qu'il devrait être, mais dans le respect de l'autonomie de chaque partie. Alors, la recherche pourrait devenir une vraie force pour la justice sociale (Borrás, 2016).

Cette vision fait écho à celle exprimée par Michel Pimbert dans son livre le plus récent (2017). Il commence ce livre avec la phrase suivante : « La plupart des connaissances produites par la recherche dominante sont inappropriées ou directement dommageables aux communautés locales et aux environnements dont elles dépendent pour leur sécurité alimentaire, leur existence et leur culture ». Il constate que les petits producteurs agricoles n'ont pas voix au chapitre dans la très grande majorité des recherches et des débats de politique publique portant sur l'agriculture, l'alimentation, l'environnement et le développement, même si beaucoup de ces débats et recherches sont conduits en leur nom et soi-disant dans leur intérêt, que ce soit dans les universités, les organisations de recherche, les agences de développement ou autres institutions. Sa thèse principale est que l'élaboration d'alternatives agricoles et alimentaires requiert une reconstruction complète de la nature des connaissances produites, et de la manière dont elles sont produites. Pour cela, les producteurs agricoles et les consommateurs d'aliments doivent participer réellement à la définition des questions à instruire, des méthodes d'investigation, des procédures de validation et de diffusion des résultats, ainsi qu'à leur mise en œuvre. L'un des défis que les mouvements sociaux contemporains doivent relever est donc de démocratiser la recherche, de manière à l'orienter vers le bien commun (Pimbert, 2017).

Les rôles des communautés locales et des États

Dans son article ci-après, Jean-Philippe Peemans appelle à l'élaboration d'un projet politique dans lequel les acteurs populaires du Nord et du Sud, paysans et non-paysans, mettraient en œuvre dans des milliers de territoires des modes de développement visant l'usage durable des ressources naturelles et la qualité de vie, individuelle et collective. Selon lui, un tel projet pourrait passer par la constitution d'un secteur économique associatif puissant, fait de dizaines de milliers de coopératives de producteurs et de consommateurs. Chaque État aurait alors pour rôle de mettre en œuvre un cadre institutionnel soutenant les initiatives de développement local. Mais, un tel projet générerait des contradictions violentes avec les politiques – agricoles, d'aménagement du territoire et autres – portées par les acteurs dominants actuels.

Dans son intervention lors du colloque *Agricultures, ruralités et développement*, Marcel Mazoyer a souligné que l'affaiblissement des politiques publiques de régulation de l'économie depuis plusieurs décennies a favorisé l'accumulation de capital entre les mains d'un petit nombre d'acteurs privés. Et que, dans le secteur agricole, le démantèlement des politiques favorables aux exploitations familiales a permis aux gros investisseurs (entrepreneurs, grands propriétaires fonciers, firmes agroalimentaires multinationales, fonds d'investissement divers) de multiplier les acquisitions de terre à vaste échelle et les grandes entreprises agricoles à salariés, dans les pays à bas prix de la terre et de la main-d'œuvre : ces phénomènes se sont développés dès les années 1980 en Amérique latine et en Asie du Sud-Est, depuis les années 1990 dans les anciens pays communistes

d'Europe et d'Asie, et, depuis 2009, en Afrique et ailleurs. Ces entreprises, largement exportatrices, ont gagné toujours plus de terrain et de parts de marché au détriment des agricultures familiales et paysannes, contribuant ainsi à appauvrir à l'extrême des millions de paysans et à les pousser à l'exode.

Il est donc urgent de s'engager résolument dans des politiques visant à réparer ces immenses dégâts et à promouvoir un développement humain équitable. À ce propos, Marcel Mazoyer a rappelé qu'en 1945, instruits par un long demi-siècle de capitalisme sauvage qui avait entraîné deux grandes crises économiques, deux guerres mondiales et la montée en puissance de plusieurs totalitarismes, les États-Unis et leurs alliés ont lancé dans les pays développés à économie de marché des politiques d'éradication du chômage, de la pauvreté et de la faim. En quelques décennies, ces politiques ont, dans une large mesure, atteint leurs objectifs, mais elles ont aussi comporté des erreurs et des revers. Il ne s'agit donc pas aujourd'hui de reconduire les mêmes interventions, mais d'en tirer les leçons pour élaborer de nouvelles politiques, adaptées au nouveau contexte. L'expérience acquise conduit ainsi à proposer quatre grandes orientations pour des politiques publiques en faveur d'un développement agricole et rural durable.

Tout d'abord, il apparaît nécessaire de *favoriser l'accès des petits agriculteurs aux ressources productives*, c'est-à-dire à la terre, à l'eau d'irrigation le cas échéant, et au crédit. Les jeunes générations, en particulier, doivent avoir accès à ces ressources, surtout dans les régions où, chaque année, des dizaines de millions de jeunes sont à la recherche de leur premier emploi. L'accès élargi à la terre suppose de mettre fin aux acquisitions de terre à grande échelle, de redistribuer les terres là où c'est nécessaire, et de sécuriser les droits sur la terre pour les petits producteurs.

Il apparaît non moins nécessaire de *mener des politiques de prix des produits agricoles suffisamment élevés et stables*, afin de permettre aux petits agriculteurs de vivre de leur travail, d'investir, de progresser, de mieux se nourrir et de contribuer plus à nourrir les villes. Ces politiques de prix, conduites à l'échelle d'un pays, ou d'un groupe de pays, peuvent concerner un nombre limité de denrées et une partie (quota) de la production de chacune d'elles. Elles supposent de mener de manière coordonnée des politiques de commerce extérieur qui protègent les agriculteurs locaux de la concurrence des marchandises importées à bas prix.

Il apparaît nécessaire encore de *conduire des politiques d'infrastructures et de services publics en milieu rural*, de manière que ces zones soient suffisamment pourvues en services de santé et d'éducation, en eau potable, en voies de transport, en électricité et en moyens de communication, cela afin d'accroître leur potentiel économique et leur attractivité.

Enfin, il paraît nécessaire de *réorienter les politiques de recherche-formation productivistes*, favorables au complexe agro-industriel dominant, vers des politiques de recherche-formation agroécologiques, visant à promouvoir toutes les techniques durables au profit des agricultures familiales, à commencer par les plus pauvres.

À première vue, une telle réorientation des politiques agricoles semble difficile car elle irait à l'encontre des intérêts de puissants lobbies, et car les gouvernements, liés par de nombreux accords agricoles bilatéraux et multilatéraux, ont des marges de manœuvre limitées. Mais, selon Marcel Mazoyer, ceux qui souffrent des politiques actuelles deviennent majoritaires, qu'il s'agisse des victimes directes comme les paysans, des victimes indirectes comme les chômeurs et les salariés mal payés, ou des victimes induites comme les artisans, les commerçants et les entrepreneurs privés de débouchés. S'y ajoutent les consommateurs insatisfaits des aliments issus de multiples transformations industrielles de matières premières agricoles à bas prix, d'origine incontrôlable. Et s'y joignent encore les citoyens inquiets des dégâts causés à l'environnement et indignés de la maltraitance infligée aux autres espèces. Les manifestations de mécontentement, de colère et de révolte se multiplient.

L'une des responsabilités des chercheurs aujourd'hui est de contribuer à convaincre les milieux économiques et politiques dominants que, pour lutter contre les crises multiples qui affectent l'économie-monde actuelle, il faut relever massivement le niveau de vie de centaines de millions d'agriculteurs pauvres. Cela suppose d'abandonner les politiques bénéfiques à l'agro-industrie et aux grandes entreprises agricoles à salariés, de réinstaurer des politiques favorables aux exploitations familiales et paysannes, et de les articuler avec les projets de développement portés par les communautés locales.

Lors du colloque *Agricultures, ruralités et développement*, les débats sur tous ces sujets ont été riches, ce qui est bien le signe que ce champ d'études et d'actions est en pleine effervescence.

BIBLIOGRAPHIE

- BARKIN D. (2006) *The new rurality: A framework for social struggle in the face of globalization*, International Conference on *Land, Poverty, Justice and Development*, Institute of Social Studies, The Hague.
- BÉLIÈRES J.-F., BONNAL P., BOSCH P.-M., LOSCH B., MARZIN J., SOURISSEAU J.-M. (2014) *Les agricultures familiales du monde : définitions, contributions et politiques publiques*, Paris, Agence française de développement.
- BORRAS Jr S. M. (2016) *Land Politics, Agrarian Movements and Scholar-Activism*, The Hague, Institute of Social Studies.
- FAO (2014) *Innovation in Family Farming*, Rome, FAO.
- FRÉGUIN-GRESH S., CORTÈS G., TROUSSELLE A., SOURISSEAU J.-M., GUÉTAT-BERNARD H. (2015) Le système familial multilocalisé. Proposition analytique et méthodologique pour interroger les liens entre migrations et développement rural au Sud, *Mondes en développement*, tome 43, n° 172, 13-32.
- IAASTD (International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development) (2009) *Agriculture at a Crossroads, Global Report*, Washington, DC, Island Press.

- KAY C. (2008) Reflections on Latin American rural studies in the neoliberal globalization period: a new rurality?, *Development and Change*, vol. 39, n° 6, 915-943.
- LOSCH B. (2012) Le défi de l'emploi, le rôle de l'agriculture et les impasses du débat international sur le développement, Symposium *Évolution du marché international du travail, impacts des exclusions paysannes*, Paris, Conseil économique, social et environnemental.
- LOSCH B., FRÉGUIN-GRESH S., WHITE E. T. (2012) *Structural transformation and rural change revisited: challenges for late developing countries in a globalizing world*, Washington, World Bank.
- MAZOYER M., ROUDART L. (2002) *Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine*, Paris, Le Seuil.
- MAZOYER M., ROUDART L., MAYAKI I. H. (2008) Rapport sur le développement dans le monde, 2008, Banque mondiale, « L'agriculture au service du développement », Résumé et commentaires, *Mondes en développement*, tome 36, n° 143, 117-136.
- PIMBERT M. P. (Éd.) (2017) *Food Sovereignty, Agroecology and Biocultural Diversity: Constructing and Contesting Knowledge*, London, Routledge.
- TIMMER C. P. (2009) *A World without Agriculture. The Structural Transformation in Historical Perspective*, Washington, The AEI Press.
- UNITED NATIONS, Department Of Economic And Social Affairs, Population Division (2017) *World Population Prospects. The 2017 Revision*, New York.
- VAN DER PLOEG J. D. (2013) *Peasants and the art of farming: A Chayanovian manifesto*. Halifax and Winnipeg, Fernwood Publishing.
- WORLD BANK (2007) *World Development Report 2008: Agriculture for Development*, Washington, World Bank.

